

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé du marché	Fournitures et installations d'équipements médico-techniques pour un ensemble de structures sanitaires construites par DEFEND-RCI en Côte d'Ivoire.
Bénéficiaire(s)	-Les Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI). -L'Escadron de la Gendarmerie. - Les populations civiles, à travers le soutien au dialogue avec les FDSI et la mise en œuvre d'actions civilo-militaires à impact rapide,
Pays	Côte d'Ivoire
Zone d'intervention	Zone Nord- Est (Korhogo, Ferkessédougou, Kong, Bouna, Togolokaye et Kalamon)
Allotissement	Lots 1 et 2
Durée totale des jours prévus	5 mois à date de notification du marché
Budget approximatif	559 400 €

II. Contexte

La situation sécuritaire du Nord de la Côte d'Ivoire dépend intrinsèquement de celle des pays riverains. Depuis 2018, la situation sécuritaire au Burkina Faso s'est dramatiquement détériorée, avec une augmentation significative des zones touchées par les attaques terroristes, une augmentation du nombre d'attaques et du nombre de victimes, notamment dans le Sud du pays. Elle s'est aussi manifestée à travers des attaques terroristes de Grand Bassam en mars 2016 et récemment de Kafolo en juin 2020 et mars 2021.

Cette détérioration de la situation au Burkina Faso, puis également au Mali, fait craindre aux pays riverains, dont la Côte d'Ivoire, un éventuel débordement de la menace terroriste dans les régions nord de leurs territoires. En Côte d'Ivoire, cette crainte est d'autant plus justifiée qu'il existe un risque de radicalisation de certaines populations locales du fait de facteurs religieux, socio-économiques et politiques, dans un contexte de développement Sud-Nord déséquilibré qui favorise des sentiments d'abandon, de frustration et d'exclusion chez les personnes à risque. Le Nord du pays est pourtant une région essentielle qui permet l'acheminement vers le Burkina Faso et le Mali des marchandises en provenance des ports d'Abidjan et surtout de San Pedro. Une prise de contrôle de ces régions par des groupes armés terroristes (GAT) serait donc non seulement dramatique pour les populations qui y vivent mais aussi pour l'activité économique des trois pays et pour l'approvisionnement des biens en provenance des ports d'Abidjan et de San-Pedro.

Dans un tel contexte, au mois de février 2021, face à la montée des incidents sécuritaires à la frontière avec le Burkina Faso auxquelles les Forces de Sécurité Intérieures (FSI) ne pouvaient plus faire face seules, le ministère de la Défense a décidé de créer une Zone Opérationnelle Nord avec pour mission de sécuriser

CAHIER DES CHARGES

le Nord du pays contre l'intrusion de groupes armés terroristes. Forte de près de 2000 militaires (et en prévoyant le recrutement de 1000 autres progressivement sur les deux prochaines années), cette opération fait face à de nombreux défis liés à la taille de la zone à protéger (630 km de large et une profondeur allant de 90 à 240 km), la vulnérabilité des frontières aux franchissements illégaux (notamment en saison sèche, facilitant l'infiltration des GAT), une population dont la collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDSI) n'est pas toujours acquise, et des modes d'action des GAT (attaques brutales de nuit, pose d'Engins Explosifs Improvisés (EEI), notamment dans l'Est de la zone) qui nécessitent des savoir-faire et des équipements spécifiques qui manquent aux FDS ivoiriennes.

Conscientes de la menace, les autorités ivoiriennes ont déjà pris un certain nombre de décisions, complémentaires à celle de la création de cette Zone Opérationnelle Nord (ZON), visant à renforcer la lutte contre le terrorisme dans le cadre de l'État de droit : déploiement à Korhogo d'un pool d'officiers de police judiciaire rendant compte au procureur anti-terroriste d'Abidjan, création d'un centre de fusion du renseignement à Abidjan, achat de pièces détachées pour remettre en état une partie du parc automobile, et achat de moyens aériens de surveillance devant être déployés dans le Nord. Il convient également de noter que les moyens des FDSI dans la ZON augmentent progressivement (dotation de 80 véhicules supplémentaires, des blindés légers pour la GNCI, recrutement de 3000 soldats comme déjà mentionné, acquisition de moyens ISR : deux avions, drones et ballons, extensions de la couverture HF/VHF).

L'action vise à renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, à sécuriser le territoire et à protéger les populations en tant que titulaires de droits (à l'intégrité physique, la sécurité, l'accès à la justice, la prévention de la torture), dans une zone où le niveau de violence des groupes armés terroristes empêche les forces de l'ordre classiques (police et gendarmerie) d'y faire respecter l'ordre seule. Une fois mieux équipées et formées, les forces armées ivoiriennes seront en mesure d'empêcher les groupes armés terroristes en provenance des pays de la sous-région de s'implanter durablement dans ces zones frontalières qu'ils pourraient ensuite utiliser comme de base arrière pour planifier et conduire des attaques ailleurs dans le pays. In fine, cette sécurisation permettra d'appuyer le retour de l'État dans des zones souvent délaissées afin de livrer, au moins en partie, les services de base auxquels la population aspire légitimement. Une composante en soutien au dialogue Etat-population et au redéploiement des services de l'État en tant que porteur d'obligations pour respecter et protéger les droits humains viendra donc compléter le soutien aux forces de défense et de sécurité.

Dans ce contexte, la confiance des forces de défense et de sécurité (FDSI) en leur capacité d'intervention et de collaboration mutuelle avec la population est indispensable pour espérer défendre mieux les frontières de la Côte d'Ivoire face à d'éventuelles menaces.

Le présent cahier des charges a pour objet de définir le contenu de la mission ainsi que le profil des prestataires qui devront être recrutés.

III. **Présentation du volet infrastructures du projet DEFEND**

Activité 2.5 : Construction ou réhabilitation de 01 centre médical militaire (CMM) de niveau 2 et trois (03) infirmeries de niveau 1 pour les FDSI

Cette activité se traduira par un renforcement capacitaire de la structure de santé des FDSI dans le secteur est de la Zone Opérationnelle Nord. Ce renforcement sera réalisé à travers la construction de 04 centres médicaux militaires équipés, d'ampleur différenciée :

- Construction (avec fourniture et installation d'équipements) au sein des bases existantes ou en cours de construction par l'Etat ivoirien d'un centre médical militaire (niveau 2) pour l'escadron 2/4 de la GNCI à Ferkessedougou ;

CAHIER DES CHARGES

- Construction (avec fourniture et installation d'équipements) de deux infirmeries militaires (niveau 1) pour les sous groupements de Kong et Bouna au sein de la base en cours de construction par l'Etat ivoirien,
- Aménagement ou Réhabilitation (avec fourniture et installation d'équipements) de l'infirmerie militaire (niveau 1) à Korhogo,

Activité de la composante 3 : Construction ou réhabilitation d'infrastructures communautaires par les FDSI dans le cadre du renforcement du lien de confiance entre armée et nation.

Cette activité se traduira par un renforcement du lien de confiance entre les Forces de Défense et de Sécurité et la population à l'aide d'actions de développement menées avec le soutien des FDSI, ou leur participation à des activités de dialogue, en ciblant particulièrement la réduction des inégalités de genre dans la Zone Opérationnelle Nord (ZON). Parmi ces activités, des infrastructures communautaires seront construites et réhabilitées, notamment :

- Réhabilitation (avec fourniture et installation d'équipements) d'un centre de santé rural à Kalamon dans le département de Doropo ;
- Construction (avec fourniture et installation d'équipements) d'un centre de santé rural à Togolokaye dans le département de Téhini ;

N. Liste des fournitures, distribution et calendrier de livraison des lots 1 et 2

1. Informations générales

Descriptif

La présente consultation porte sur l'acquisition des équipements médico-techniques répartis en deux (2) lots :

- **Lot 1** : Equipements biomédicaux ;
- **Lot 2** : Mobiliers médicaux et petits matériels.

Calendrier de livraison

La livraison des équipements se fera en fonction des délais prévisionnelles de livraison mentionnés dans le tableau ci-dessous après la date de notification de l'attribution du marché selon la répartition disponible en annexes 1 et 2 au cahier des charges.

L'ensemble des frais de stockage des équipements seront à la charge du soumissionnaire.

Le soumissionnaire devra prendre en charge tous les frais liés à la livraison des marchandises jusqu'aux destinations finales suivant l'incoterm **DPU**.

L'assurances des marchandises devra couvrir l'ensemble du transport jusqu'à la destination finale et jusqu'au moment de la réception technique des équipements.

Les soumissionnaires proposeront obligatoirement un calendrier de livraison distinct pour chacun des 2 lots et pour chaque site de livraison

CAHIER DES CHARGES

Ordre chronologique	Localité	Site	Délai de livraison sur site ¹
1	Korhogo	Infirmierie du 4 ^{ème} bataillon d'infanterie	Avril 2025
2	Kalamon	Centre de santé rural	Avril 2025
3	Kong	Infirmierie de niveau 1 à proximité du PC GTIA 5	Juillet 2025
4	Bouna	Infirmierie de niveau 1 à proximité du PC GTIA 6	Août 2025
5	Togolokaye	Centre de santé rural	Août 2025
6	Ferkessédougou	Hôpital militaire de niveau 2	Septembre 2025

Destinations finales par phases de livraison

Les livraisons devront être effectuées en Côte d'Ivoire dans les structures sanitaires suivantes (l'incoterm **DPU**) :

Région	Département	Localité	Site
Poro	Korhogo	Korhogo	Infirmierie du 4 ^{ème} bataillon d'infanterie
Tchologo	Ferkessédougou	Ferkessédougou	Hôpital militaire de niveau 2
Tchologo	Kong	Kong	Infirmierie de niveau 1 à proximité du PC GTIA 5
Boukani	Bouna	Bouna	Infirmierie de niveau 1 à proximité du PC GTIA 6
Boukani	Téhini	Togolokaye	Centre de santé rural
Boukani	Doropo	Kalamon	Centre de santé rural

D'une manière générale, le Fournisseur devra réaliser toutes les prestations nécessaires au bon fonctionnement et à la sauvegarde des équipements. Il devra reconnaître la répartition géographique des sites de livraison et se rendre sur les lieux au besoin pour constater les conditions particulières de mise en œuvre. En aucun cas, il ne pourra arguer d'une méconnaissance des lieux pour obtenir des travaux ou des moyens supplémentaires pour réaliser ses prestations.

2. Distribution des équipements par site

Voir :

- Annexes 1 et 2 ;

3. Coordination

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre de projet.

M. Benoit CUSIN, Chef de projet DEFEND Côte d'Ivoire sera l'interlocuteur du prestataire pour Expertise

¹ Ces délais seront ajustés au fur et à mesure selon la disponibilité des infrastructures de santé.

CAHIER DES CHARGES

France.

Téléphone : +225 07 17 99 66 41

Courriel : benoit.cusin@expertisefrance.fr

M. Marc MYSZKOWSKI, Consultant en Ingénierie Biomédicale sur le projet DEFEND Côte d'Ivoire sera l'interlocuteur du prestataire pour Expertise France.

Téléphone : +33 6 49 54 56 07

Courriel : marcmyszkowski@gmail.com

M. Mamadou FOFANA, Expert infrastructure sur le projet DEFEND Côte d'Ivoire sera l'interlocuteur du prestataire pour Expertise France.

Téléphone : +225 07 58 75 54 38

Courriel : mamadou.fofana@expertisefrance.fr / mamadoufofana151@gmail.com

Une coordination étroite avec les équipes devra impérativement être mise en place dès la préparation des missions et jusqu'à leur finalisation. En outre, des échanges réguliers avec seront à prévoir sur l'état d'avancement des missions et éventuellement les difficultés rencontrées.

V. Liste des services connexes

4. Installation

Le fournisseur devra réaliser les installations sur sites dans les règles de l'art.

Le fournisseur proposera obligatoirement un **calendrier d'installation distinct pour chaque lot et pour chaque site de livraison** pour les équipements nécessitant une installation. Ce calendrier d'installation devra être fourni au minimum 30 jours avant les dates d'installation prévues.

Installations électriques

Tout appareil médical raccordé au réseau de distribution électrique sera conforme aux règles générales relatives à la sécurité des appareils électro-médicaux, et en particulier aux normes françaises.

Tout le matériel utilisé pour les raccordements : les câbles, les prises, les disjoncteurs, les fusibles doivent être certifiés et dimensionnés pour une utilisation selon les normes Françaises.

Le fournisseur vérifiera que chaque appareil alimenté en courant électrique comportera sa propre protection, (Disjoncteur/fusible pour une valeur de protection calculée en fonction de normes françaises. En cas de protection de l'appareil par fusible, le fournisseur a l'obligation de fournir trois (3) jeux complets de fusibles à la livraison.

Les appareils médicaux nécessitant un raccordement à une prise de courant standardisée 10/16 ampères 220 volts + terre seront livrés avec une fiche montée sur un câble gainé de longueur minimale 150 cm et prise selon les normes du système français. Les appareils de puissance de plus de 3 KVA, nécessitant une prise de calibre supérieur seront livrés avec boîtier de raccordement / disjoncteur avec fonction de fusible automatique selon les normes françaises.

Raccordements de tuyaux

En règle générale, les raccordements sur les tuyaux en attente seront effectués par les fournisseurs des équipements selon les recommandations du fabricant.

CAHIER DES CHARGES

Les attentes pour alimentation en eau sont en tube de cuivre écroui. Les attentes pour évacuation sont en PVC, cuivre ou fonte de diamètre normalisé selon les besoins et les débits. La fourniture du siphon et de la robinetterie éventuelle sont à la charge du fournisseur de l'équipement ; ainsi que leurs raccordements. Les tuyauteries doivent se faire de façon solide, avec des transitions tuyau/manchon professionnelles, et solides, les effluents doivent pouvoir être évacués en pente naturelle, des « bricolages » ne seront pas acceptés.

Si le fournisseur fournit des appareils nécessitant une certaine pression d'eau pour pouvoir fonctionner et cette pression n'est pas atteinte sur le lieu d'installation, c'est au fournisseur de trouver la solution technique pour assurer le bon fonctionnement de l'appareil et de l'installer à ses propres frais.

Si le fabricant recommande l'utilisation d'un ou de plusieurs filtres pour l'installation de l'équipement, le fournisseur est obligé de les fournir et de les installer selon les règles du fabricant. Le fournisseur est tenu de fournir suffisamment de filtres pour 4 ans d'opération.

Travaux d'adaptation et d'installation

Lors de la soumission, le fournisseur explicitera les contraintes sur le bâtiment nécessaire pour raccorder ses équipements, et produira le quantitatif de travaux correspondant. Il fournira les plans de réservation exacts avec gabarits éventuels que plus tard dans les 30 jours suivant l'attribution du marché pour prise en compte par les autres travaux du programme. Tous les travaux d'aménagement engendrés par l'installation des équipements seront effectués aux frais du soumissionnaire.

Au cas où le fournisseur doit faire des installations, toutes les fournitures utilisées devront être neuves et de premier choix. Lors de travaux de maçonnerie, les carreaux endommagés devront obligatoirement être remplacés, un revêtement lissé en mortier de ciment et sable sera appliqué, fini à la peinture. La peinture est obligatoire et doit s'adapter aux couleurs existantes dans la salle.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser un équipement dont l'installation ne serait pas conforme à sa fonction ou ergonomiquement non satisfaisant ou dangereux à l'usage (ex : angles vifs mal placés, cadrans de contrôle non visibles etc...).

La remise en état des locaux, suite à des dégradations occasionnées par la livraison ou les travaux d'installation du matériel proposé, est à la charge du fournisseur.

Evacuation des emballages

L'évacuation des emballages est à la charge du fournisseur. Les emballages devront avoir été évacués avant la date de la réception technique.

5. Mise en exploitation, inspection, essais

Un contrôle quantitatif des items pourra être requis lors de leur livraison à Abidjan (Côte d'Ivoire) et avant leur répartition sur les sites d'installation.

Le personnel technique de l'autorité contractante vérifiera la conformité de l'installation et le bon fonctionnement des appareils sur chacun des sites de livraisons.

La mise en exploitation et les essais devront être réalisés préalablement à la réception technique par le fournisseur.

Les consommables et réactifs utilisés au cours des formations et de la vérification sont à la charge du fournisseur.

Lors des formations des utilisateurs et du personnel de maintenance, la maîtrise des appareils par le personnel sera évaluée par le fournisseur et par l'autorité contractante.

6. Garantie

Le délai minimum de garantie est fixé à 24 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour le lot 2.

La garantie couvre la fourniture de l'ensemble des pièces défectueuses, ainsi que leur remplacement (fourniture, main d'œuvre et montage compris) sur le site d'installation de l'équipement.

Le délai pour la résolution de problèmes et les réparations est fixé à 15 jours après constatation de la défaillance de l'équipement concerné. Le fournisseur s'engage à n'utiliser que de pièces neuves et de dernière génération pour les réparations sous garantie.

Après la réparation de l'équipement, un certificat sera établi indiquant que l'appareil a été vérifié, calibré, et le software actualisé, et que l'équipement est de nouveau pleinement conforme aux spécifications.

La période de garantie démarrera le jour de la réception technique des équipements.

7. Formation utilisateurs

Le fournisseur devra former chaque utilisateur à l'utilisation des équipements conformément au tableau des services connexes spécifiés en annexe 3 et 4 au cahier des charges.

Cette formation doit comporter une partie théorique et une partie pratique. Il fera une proposition détaillée (plan de formation) dans son offre technique, la formation devrait au minimum inclure :

- L'introduction aux fonctions de l'appareil ;
- L'introduction à l'utilisation du manuel, qui doit obligatoirement être disponible en français ;
- L'introduction aux vérifications de sa bonne fonctionnalité et à la maintenance de routine pour garder l'appareil en bon état (tous les aspects de la maintenance de routine conseillés par l'usine) ;
- L'identification des dysfonctionnements et des erreurs de manipulation ;
- Les méthodes de calibration et la période conseillée, le cas échéant ;
- La vérification de la sécurité de l'utilisation, pour le patient et pour l'opérateur ;
- Les aspects des risques liés à l'utilisation de l'appareil ;
- L'utilisation de l'appareil et l'enregistrement correct des données obtenues avec l'appareil.

Toutes les formations seront suivies par un test pour chaque personnel formé, démontrant la maîtrise de l'équipement, les fiches remplies du test feront partie du protocole de réception technique.

La durée des formations sera suffisante pour assurer que tous les utilisateurs maîtrisent l'appareil. Les coûts de la formation, y inclus la prise en charge et le transport (si nécessaire) du personnel à former sont à la charge du fournisseur.

Avant la signature du protocole de réception technique l'autorité contractante doit obligatoirement s'assurer que l'ensemble du personnel maîtrise pleinement les équipements et sait résoudre les problèmes liés son utilisation et maîtriser les risques associés.

Après chaque formation un document sera signé par le représentant du fournisseur, par le formateur, les participants de la formation et le responsable de la structure sanitaire ayant reçu l'équipement, indiquant les thèmes de la formation, les jours et les heures et le matériel remis en appui au personnel formé (nombre de copies des manuels, notes d'instructions, photocopies, outils, etc...).

8. Formations techniques

Le Fournisseur assurera également la formation du personnel de maintenance des provinces concernées dans la mesure de leurs compétences, avec objectif que le personnel spécialisé :

- Comprendre la technologie de l'appareil ;
- Ait acquis les connaissances nécessaires aux vérifications de sa bonne fonctionnalité et à la maintenance de routine pour garder l'appareil en bon état (tous les aspects de la maintenance de routine préconisés par le fabricant) ;
- Puisse identifier les dysfonctionnements et des erreurs de manipulation ;
- Puisse identifier les dysfonctionnements et les risques associés pour l'équipement ;
- Puisse communiquer de façon efficace avec le fournisseur pour résoudre de problèmes ;
- Puisse commander des pièces adéquates le cas échéant ;
- Puisse réparer l'appareil et remplacer les pièces défectueuses. Lors de la formation le personnel de maintenance doit recevoir les outils spécifiques nécessaires à la maintenance ;
- Puisse réaliser les maintenances préventives ;
- Puisse apporter un support aux utilisateurs en cas de problème sur leurs équipements.

Pour les équipements nécessitant une formation spécifique des techniques de maintenance chez le constructeur ou le fournisseur, le fournisseur précisera les conditions du stage pour un technicien (durée, contenu, conditions de prise en charge).

Si l'autorité contractante juge que la formation était insuffisante, elle a le droit de réclamer une deuxième formation mieux organisée, avec présentation d'un curriculum détaillé. Si elle juge qu'aussi la 2ème formation n'a pas obtenu son objectif, elle peut ensuite décider de recruter elle-même un ou plusieurs formateurs en déduisant le coût de la formation de la facture du fournisseur.

9. Documentation utilisateur

La documentation utilisateur (manuel d'utilisation) devra être fournie avec chaque équipement.

Ces documents seront rédigés en langue française et fournis en deux exemplaires minimum (le nombre exact sera évalué en fonction du nombre des équipements du marché) et également en format pdf sur une clé USB (une clé USB par site d'installation).

Pour les documents traduits d'une langue autre que le français, une copie dans la langue d'origine sera également jointe.

Les documents utilisateurs et techniques sont un prérequis obligatoire pour effectuer la réception technique.

10. Documentation technique

La documentation technique devra être fournie avec chaque équipement.

L'ensemble de la documentation technique fournie avec les équipements comprendra au minimum des documents suivants :

- Caractéristiques techniques des appareils ;
- Manuel d'utilisation ;
- Guide de maintenance et de dépannage ;
- Schéma de principe ;

CAHIER DES CHARGES

- Schémas électroniques ;
- Nomenclature des pièces et éclatés ;
- Références précises des représentants, agents et concessionnaires en Côte d'Ivoire ou dans la sous-région, en Europe ainsi que dans le pays d'origine du constructeur, et instructions sur le mode opératoire pour commander les pièces de rechange.

Ces documents seront rédigés en langue française et fournis en deux exemplaires minimum (le nombre exact sera évalué en fonction du nombre des équipements du marché) et également en format pdf. Pour les documents traduits d'une langue autre que le français, une copie dans la langue d'origine sera également jointe.

11. Entretien et maintenance

Un contrat de maintenance tous risques incluant la maintenance curative (pièces et main d'œuvre) ainsi que la maintenance préventive (pièces et main d'œuvre) selon les préconisations du fournisseur pendant toute la durée de la garantie pour les équipements mentionnés en annexe 3 et 4 sera intégré dans l'offre de prix.

Un plan de maintenance incluant le détail des prestations de maintenance sera fourni dans l'offre. Ce plan de maintenance pour chaque équipement devra inclure notamment :

- La périodicité de la maintenance ;
- Les tâches à réaliser pour la maintenance ;
- Les pièces à remplacer ;
- La durée de chaque maintenance.

12. Liste des pièces détachées

Le fournisseur proposera une liste des pièces de rechange et leurs coûts respectifs nécessaires pour la maintenance préventive et curative pour les quatre premières années. Ce poste obligatoire permettra d'évaluer le coût de fonctionnement et d'entretien de ce type d'équipement.

Le fournisseur s'engage à fournir les pièces de rechanges pour le prix indiqué pendant une période de 10 ans.

13. Réactifs et consommables

Pour les équipements nécessitant des réactifs et/ou consommables, le fournisseur est tenu de proposer des appareils « ouverts » qui acceptent des réactifs « génériques » (provenant d'autres fournisseurs) et dans certains cas, fournir une évaluation des coûts par activité ou analyse effectuée avec l'appareil, en précisant les réactifs et les protocoles utilisés.

Les réactifs et consommables nécessaires pour installer et tester les appareils, former le personnel et réaliser les vérifications lors de la réception technique seront à la charge du fournisseur.

Le fournisseur est tenu d'assurer la disponibilité des réactifs et consommables à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour les appareils offerts pendant une durée minimale de 10 ans. L'autorité contractante vérifiera la disponibilité des réactifs et consommables en Côte d'Ivoire lors de l'évaluation des offres. Pour les appareils indiqués aux BPU et aux DQE des lots 1 et 2, le fournisseur doit chiffrer le coût des consommables comme indiqué. Le fournisseur s'engage à livrer les consommables au prix indiqué pendant une période de 3 ans à compter de la date de réception technique.

14. Protections électriques

Si le présent dossier prévoit un régulateur de tension ou un onduleur pour un équipement, le Fournisseur doit le prévoir et indiquer la livraison dans son offre ainsi que sa marque, son modèle et ses caractéristiques techniques.

Voir le détail de l'annexe 3 et 4

Les régulateurs de tension /onduleurs doivent être dimensionnés en fonction des puissances nominales des équipements médicaux à protéger.

La puissance nominale de l'onduleur/régulateur de tension doit être au minimum égale à 1,5 fois la puissance nominale de l'équipement. Les onduleurs doivent impérativement être des onduleurs de type « On-line » et réguler la tension en continu.

15. Processus de réception technique

La réception technique pourra être demandée par courrier auprès de l'autorité contractante seulement si le titulaire d'un lot aura livré et installé la totalité des équipements et réalisé l'ensemble des services connexes associés à ces lots. Le titulaire du lot devra transmettre l'ensemble des documents afférents aux services prestés au minimum 15 jours avant la date prévue de réception technique. Un calendrier de réception sera établi de commun accord avec l'autorité contractante.

La réception technique sera réalisée sur site en présence du personnel de chaque structure sanitaire concerné, du Maître d'ouvrage et d'Expertise France qui seront tous signataires du protocole de réception.

VI. Spécifications techniques

Le Soumissionnaire doit noter que les spécifications, les normes de fabrication, les matériaux et l'équipement, ainsi que les références ouvertes ou cachées aux noms de marque ou aux numéros de catalogue, désignés par l'Acheteur dans les Spécifications, sont destinés à être descriptifs seulement et non restrictifs. Le Soumissionnaire peut substituer d'autres spécifications, normes faisant autorité, noms de marque et/ou numéros de catalogue dans son Offre, à condition qu'il démontre à la satisfaction de l'Acheteur que les substitutions sont équivalentes ou supérieures à celles désignées dans les Spécifications.

Tous les Fournitures offertes par les Soumissionnaires et fournis par les Soumissionnaires retenus doivent être neufs et inutilisés, être des modèles les plus récents ou actuels, et doivent incorporer toutes les améliorations récentes en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire dans le Contrat.

Les Soumissionnaires fourniront un commentaire article par article (voir tableau des spécifications en annexes 5 et 6 au cahier des charges) sur les spécifications de l'Acheteur, démontrant la conformité des Fournitures et Services Connexes à ces spécifications ou un énoncé des écarts et exceptions aux dispositions des spécifications de l'Acheteur. Les réponses générales aux spécifications de l'Acheteur, telles que « acceptable », « conforme », « oui », etc... ou un simple copier-coller des spécifications de l'Acheteur, seront traitées sans exception comme non conformes lors de l'évaluation technique. Les soumissionnaires sont également priés de s'abstenir strictement d'auto-classification de leurs réponses aux spécifications de l'Acheteur (telles que « mieux », « conforme », « acceptable », etc...).

CAHIER DES CHARGES

Toute déclaration faite par le(s) Soumissionnaire(s) doit être vérifiable dans les catalogues/feuilles/littérature fournis (les catalogues/feuilles/littérature « sur mesure », c'est-à-dire la littérature spécifiquement réalisée pour cet appel d'offres, et par exemple uniquement constituée d'une image et d'un texte, et généralement d'apparence non professionnelle, ne seront pas acceptés).

16. Capacité technique des soumissionnaires

Les Soumissionnaires doivent avoir au moins 2 techniciens ou ingénieurs qualifiés (CV à fournir) liés aux équipements, certifiés par le(s) fabricant(s), le cas échéant, aux fins d'installation et de formation, et disponibles pour aider l'agent local pour les services après-vente à court préavis.

17. Normes et certifications

Les équipements fournis spécifiés dans le tableau de détails des services connexes (annexe 3 et 4) devront être marqués CE selon le Règlement Européen 2017/745. Un certificat de conformité à jour devra être fourni obligatoirement avec l'offre technique.

18. Exigences concernant les pièces de rechange

Les Pièces de Rechange doivent être disponibles à court préavis, par l'intermédiaire du soumissionnaire, de l'agent local du soumissionnaire ou du représentant officiel des biens désigné par le fabricant.

19. Responsabilités des acheteurs et fournisseurs pour l'installation et le travail sur le site.

Objet	Sujet	Allocation	Responsabilité
1	Préparation	Chaque local sur les sites du projet y compris les prises nécessaires pour l'électricité, l'approvisionnement en eau, l'évacuation des eaux usées, etc...	Acheteur
		Liste des exigences pour ce qui est susmentionné	Fournisseur
		Organisation du transport et de l'assurance, lieu d'entrée de la CIP et après le dédouanement jusqu'à chaque site du projet (destination(s) finale(s)).	Fournisseur

CAHIER DES CHARGES

2	Transport	Stockage sur site dans une salle de stockage facilement accessible dans les locaux de l'acheteur	Acheteur
		Levage et manutention sur site	Fournisseur
3	Vérification	Supervision de ce qui est susmentionné ; Déballage et vérification par rapport au contrat	Fournisseur Fournisseur & acheteur

Objet	Sujet	Allocation	Responsabilité
3	Vérification	Traitement des dommages et/ou réclamation d'assurance	Acheteur & fournisseur
4	Installation	Travaux de fondations pour les équipements (y compris le matériel)	Acheteur
		Liste des exigences pour ce qui est susmentionné Fourniture de services militaires pour l'installation	Fournisseur Acheteur
		Tout le matériel nécessaire pour connecter les différents éléments dans des systèmes Fonctionnels	Fournisseur
5	Câblage électrique	Jusqu'aux prises de courant nécessaires au point d'installation. Liste des exigences pour ce qui est susmentionné	Acheteur Fournisseur
6	Eléments auxiliaires		Fournisseur
7	Formation des utilisateurs	Pour les articles définis et énumérés dans les spécifications	Fournisseur

20. Spécifications

Voir :

- Annexe 5 : *spécifications lot 1* ;
- Annexe 6 : *spécifications lot 2* ;

VI. Annexes

- Annexe 1 : Répartition des équipements par localité Lot 1 ;
- Annexe 2 : Répartition des équipements par localité Lot 2 ;
- Annexe 3 : Détails des services connexes Lot 1 ;
- Annexe 4 : Détails des services connexes Lot 2 ;
- Annexe 5 : Spécifications Lot 1 ;
- Annexe 6 : Spécifications Lot 2 ;